

BGE 73 III 103

Bundesgericht (BGE), 1947-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_73_III_103

FR: ATF 73 III 103

IT: DTF 73 III 103

Volltext

102 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 25. Angabe eines Arrestgegenstandes, so ist der Arrestbefehl von vornherein nicht vollziehbar. Er ist es aber auch nicht beim Fehlen jeglicher Angabe des Arrestgrundes. Denn mit dem Vollzuge hat sich die Zustellung der an den Arrestbefehl anknüpfenden Arresturkunde an die Parteien zu verbinden (Art. 276 SchKG). Diese Zustellung kann aber die gesetzlichen Wirkungen, insbesondere den Lauf der fünfzügigen Frist zur gerichtlichen Bestreitung des Arrestgrundes (Art. 279 Abs. 2 SchKG), unmöglich entfalten, wenn gar kein Arrestgrund angegeben ist, weder ausdrücklich, in der dafür vorgesehenen Rubrik, noch stillschweigend, etwa durch Angabe eines ausländischen Wohnortes des Schuldners oder (unbekanntes Aufenthalts) neben dessen Namen (was auf den Arrestgrund von Art. 271 Ziff. 4 bzw. 1 hinwies) oder einer Arrestforderung aus Verlustschein (was als Hinweis auf den Arrestgrund von Ziff. 5 gelten könnte) oder einer ihrer Natur nach sofort erfüllbaren Arrestforderung gegen einen Durchreisenden oder Messe- bzw. Marktbesucher (womit der Arrestgrund von Ziff. 3 bezeichnet wäre). Fehlt es an all dem, wie hier, so darf das Vollzugsorgan den Arrestbefehl nicht vollziehen und ist ein trotzdem erfolgter Vollzug als unwirksam zu erachten. Aus der Unvollständigkeit des vorliegenden Arrestbefehls sind denn auch die vom Schuldner zunächst ergriffenen unbilligen Massnahmen zu erklären. «Den Arrestgrund zu bestreiten» vermochte er nicht, da keiner angegeben war. 2. - Gemäss dem in BGE 64 III 129 angebrachten Vorbehalt war das Betreibungsamt Obereggen zudem zur Arrestierung eines nicht in einem Wertpapier verkörperten Bankguthabens des in einem andern Betreibungskreise wohnenden Schuldners nicht zuständig. Es wurde nicht etwa bares Geld arrestiert, das ja nach Art. 98/275 SchKG hätte in amtliche Verwahrung genommen werden müssen, sondern in der Tat eine Forderung. Das erhellt einmal aus der Mitarrestierung des seit dem 6. März 1947 laufenden Zinsanspruches und ferner aus der Art der Anzeige Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 26. 103 an die Bank als Drittschuldnerin. (Daran ändert es nichts, dass nicht das vorgeschriebene Formular Nr. 9 mit der Androhung gemäss Art. 99 SchKG benutzt wurde). a. - Der von einem örtlich unzuständigen Amte vollzogene Arrest ist nichtig (BGE 56 III 230). Es verschlägt daher nichts, dass sich der Schuldner erst nach Ablauf von mehr als zehn Tagen seit Erhalt der Arresturkunde beachwert hat. Dazu kommt hier noch, dass er durch die unvollständigen Angaben des Arrestbefehls nicht in Anspruch gesetzt war, sich gegen die Arrestierung in geordneter Weise gemäss Art. 279 Abs. 2 SchKG zur Wehre zu setzen. Steht den Aufsichtsbehörden zwar nicht zu, den Arrestbefehl als solchen aufzuheben, so kann doch nach dem Gesagten der Arrestvollzug nicht aufrecht bleiben, und mit ihm muss auch die auf ihm beruhende, nicht am ordentlichen Betreibungsort des Schuldners angehobene Betreibung (der Zahlungsbefehl) aufgehoben werden. Demnach erkennt die Schuldbetr. U. Konkurskammer: Der Rekurs wird dahin gutgeheissen, dass der Vollzug des Arrestbefehls Nr. 2 und der darauf gestützte Zahlungsbefehl Nr. 1104 des Betreibungsamtes Obereggen aufgehoben werden. 26. &traft

de l'arr-t dn 23 septembre 1923 dans la cause Brugger. On re de aai8ie des bienB (w. 95 LP, art. 3 ordonnance du 17 jan- vier 1923 concernant la saisie et la realisation des parts de com- munaute). La saisie d'une part de communaute doit primer la saisie de biens revendiques par des tiers. Demeure reserve l'ordre des sa.isies pour une creance contestee et une part de communaute. Reihenfolge der Pfändtmg (Art. 95 SchKG, Art. 3 VVAG). Anteile an Gemeinschaftsvermögen sind vor Gegenständen, die von Dritten angesprochen werden, zu pfänden. Vorbehalten bleibt die Frage, ob eine bestrittene Forderung vor einem Gemeinschaftsanteil zu pfänden sei. 1M Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 26. Oniine da seguire neZ pign01'amento dei beni (art. 95. LEF, art. 3 del regolamento 17 g~nnaio 1923 concemente il pignoramento e la realizzazione di diritti in comunione). Vna parte in comunione dev'essere pignorata prima di beni rivendicati da terzi. Resta riservata la questione se un credito contestato debba essere pignorato prima d'una parte in comunione.

A. - Jean Bloch poursuit Jean-Pierre Brugger en paiement d'une somme de 23892 fr. Le 28 avril 1947, l'Office des poursuites de Lausanne 80 saisi provisoirement, a défaut d'autres biens connus, 180 part du debiteur dans 180 succession de son pere, decede en 1944. Au debut de mai, l'Office 80 appris que l'agent d'affaires Collet, mandataire du debiteur, venait d'encaisser une somme de 6000 fr. provenant de 180 cession des droits de Brugger dans 180 faillite Mazzone. InviM a verser cette somme de 6000 fr. a l'office, l'agent d'affaires Collet s'y est refuse; mais, apres reception de l'avis de saisie, il 80 consigne un montant de 5500 fr., qui 80 eM place sous le poids de 180 saisie et revendique par 180 mere du debiteur, laquelle invoquait une cession en sa faveur de 180 creance correspondante. Quant au solde de 509 fr., l'agent d'affaires a declare le conserver en couverture de ses honoraires et debours ; cependant, deux mois plus tard, il 80 egalement verse ce montant sous reserve de ses droits. Le proces-verbal de saisie experue dans l'entre-temps relate les saisies dans l'ordre inverse Oll elles ont ete pratiquees, savoir d'abord 180 saisie de 5500 fr. en especes, puis la saisie d'une creance de 500 fr. contre Collet, eniin 180 saisie de 180 part Mrerutaire, estimee 20000 fr.

B. - Jean-Pierre Brugger 80 porte plainte contre le proces-verbal de saisie, en concluant ace que l'estimation de 180 part successorale soit modifiee et a ce que les autres valeurs soient liberees du poids de la saisie. Le plaignant soutenait notamment qu'en vertu de l'art. 95 al. 3 LP les sommes de 5500 et de 500 fr., objet de pretentions de tiers, devaient etre saisies en dernier lieu. TI ajoutait qu'entout etat de cause, 180 saisie de ces sommes etait injustifiee parce Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 26. 105 que la part successorale aurait en realite une valeur bien superieure a 20 000 fr_ Les autorites cantonales de surveillance de premiere et de seconde instance ont rejete la plainte.

O. - Le debiteur recourt a 180 Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal federal en reprenant ses conclusions. Oonsiderant en droit: 1. - Le recourant invoque l'art. 95 801. 3 LP d'apres lequel sont saisis en dernier lieu les biens que des tiers revendiquent. L'autoriM cantonale lui 80 oppose l'art. 3 de l'ordonnance du 17 janvier 1923 concernant 180 saisie et 180 realisation des parts de communaute, aux termes duquel 180 part de comm~aute n'est saisie qu'en derniere ligne. Elle estime qu'en raison de l'interet considerable des autres membres de 180 communaute a eviter 180 dissolution et la liquidation, cette disposition l'emporte sur celle de l'art. 95 801. 3 LP, les biens personnels du debiteur devant etre saisis avant toute part de communaute, meme s'ils font l'objet de revendications. Cette maniere de voir est erronee. D'abord et de toute fa9Qn, lorsque des biens saisis sont revendiques, l'office doit s'attendre qu'ils echappent au poids de 180 saisie; or, s'il doit partir de l'idee qu'ils n'offrent aucune couverture, il ne saurait, en raison de 180 saisie de ces biens, se refuser a saisir une part de

communaute - saisie qui peut rendre superflue la saisie précédente. Ensuite, la considération des intérêts en présence ne conduit nullement à la solution préconisée par l'autorité cantonale. Pour les autres membres de la communauté, surtout s'il s'agit d'une succession dont le partage peut être demandé en tout temps (art. 604 CO), la saisie de la part du poursuivi pour seul effet d'avancer l'époque du partage qui, pour le reste, sera opérée selon toutes les règles propres à garantir les droits des coindivis. L'inconvénient pour ces derniers est de soi-même moins grave que le désavantage qu'il y a pour les créanciers.

180. Sohlbedreibungs- und Konkursrecht. N° 26. c. 1. a. se voir refusei', même provisoirement, la même de la part de communauté de leur débiteur en raison de la possibilité de saisir un bien revendiqué par un tiers. En effet, suppose que le revendiquant obtienne gain de cause, les créanciers risquent de ne plus pouvoir à ce moment-là exercer efficacement leurs droits sur la part de communauté, dont le débiteur aura peut-être disposé dans l'intervalle ou qui aura été saisie au profit d'autres créanciers. Il faut réserver, quant à l'ordre des saisies, le cas où l'office est invité à saisir une créance contestée et une part de communauté, celle-ci apparaissant encore plus difficilement réalisable que celle-là. La question ne se pose pas en l'espèce ou, par suite des versements opérés à l'office (en dernier lieu par l'agent d'affaires Collet pour les 500 fr. d'abord retenus), ce sont en définitive des espèces qui ont été saisies. Il suffit de relever qu'une créance contestée devant aussi en général être tenue pour une non-valeur, la saisie d'une telle créance ne saurait par la suite empêcher la saisie d'une part de communauté. Au reste, on s'étonne en l'espèce que le procès-verbal de saisie n'ait pas suivi l'ordre chronologique des opérations. La saisie ultérieure de biens autres que la part de succession du débiteur permettait tout au plus de se demander si la saisie de cette part pouvait être levée. Mais il n'en pouvait être question, la saisie des créances ou des espèces n'offrant nullement couverture pour la somme en poursuite d'environ 24000 fr. On ne comprend alors pas que, si la saisie de la part de succession était maintenue, elle n'ait pas été désignée comme la première en date. 2. - (Maintien de l'estimation de la part successorale.) Par ces motifs, la Chambre des requêtes et des faillites rejette le recours.

Sohlbedreibungs- und Konkursrecht. N° 27. 107. 27. Entscheidung vom 27. September 1947 i. S. Weibel & Co. Den Zeugnissen der Konkursmass nach Art. 260 SchKG sind in der Regel die zugehörigen Urkunden auszuhändigen. Aus besonderem Gründen kann dies unterbleiben, namentlich ist es ausgeschlossen, wenn mehrere Zessionare getrennt vorgehen wollen. Diese können aber Einsicht nehmen, sich von der Konkursverwaltung beglaubigte Abschriften geben lassen und Vorlegung der Originale an das Prozessgericht verlangen. En règle générale, les créanciers desBionnaires de la masse (an. 260 LP) ont le droit d'obtenir les documents relatifs aux prétentions ~edées. Des motifs particuliers peuvent justifier une exception à cette règle. C'est ainsi qu'elle est inapplicable lorsqu'il y a plusieurs cessionnaires agissant séparément. Ceux-ci peuvent cependant prendre connaissance de ces documents, s'en faire délivrer des copies certifiées conformes par l'administration de la faillite et demander que les originaux soient déposés auprès du tribunal qui aura à connaître du procès. Di regola, i creditori CeBionari della massa (an. 260 LEF) hanno il diritto d'ottenere i documenti che si riferiscono ai crediti ceduti. Motivi particolari possono tuttavia giustificare un'eccezione a questa regola. Essa è inapplicabile, quando vi siano più cessionari che procedono separatamente. Questi cessionari possono tuttavia prendere conoscenza di tali documenti, farsene rilasciare copie dichiarate autentiche dall'amministrazione del fallimento e chiedere che gli originali siano depositati presso il tribunale che dovrà occuparsi della causa. A. - Im Konkurse des Fridolin Studer, Escholzmatt, wurden

der mit einer Forderung von Fr. 53,516.45 zugelassenen Rekurrentin u. a. folgende Ansprüche gemäss Art. 260 SchKG abgetreten: 11. 3 protestierte Wechsel, je Fr. 5,000. , Firma Infanger-Bühler, zusammen Fr. 12. Akzept der Gebr. Maurer » 13. dto » 14. Akzept Willy Steiner . . » Akzept der 15,000.- ; 12,500.-; 12,500.~ ; 100,000.-. Die Ansprüche gemäss Ziff. 12 und 13 wurden ausserdem der mit einer Forderung von Fr. 15,336.40 zugelassenen Solvag A.-G. abgetreten. B. - Dem Begehren der Rekurrentin um Herausgabe der Originalwechsel, die mit Prokuraindossamenten für sie zu versehen seien, erklärte die Konkursverwaltung

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.